

Débat public sur le projet de route des géraniums Synthèse finale des expressions en ligne



Ce document a été rédigé par la société Eclectic Experience, prestataire de la CPDP pour l'animation et la gestion des outils numériques du débat public sur la route des géraniums.

Introduction

L'espace dédié au débat sur la route des géraniums, sur la plateforme participative de la CNDP, a été ouvert le 26 février 2018, date de lancement officiel du débat public. Il est resté relativement confidentiel jusqu'au mois de mars 2018, les internautes semblant préférer, au cours des premières semaines, s'exprimer sur la page Facebook du débat.

Les premiers avis et questions ont été publiés respectivement les 21 et 26 mars, soit près d'un mois après le démarrage du débat.

Le premier avis publié a été envoyé via la [page Facebook](#) du débat, par une internautes « Joëlle Blanche », qui ne parvenait pas à créer et valider son compte sur la plateforme. L'existence de deux sites distincts (site dédié au débat + plateforme participative de la CNDP), et la nécessité de créer obligatoirement un compte avant de pouvoir s'exprimer en ligne ont manifestement représenté des freins à la participation des citoyens¹.

Les expressions récoltées au cours du premier débat mobile le 24 mars à Saint-Pierre, ont permis de nourrir la plateforme de quelques messages. Au total, 12 avis et 4 questions proviennent des différents débats mobiles.

La participation en ligne a ainsi véritablement démarré au mois d'avril, date à laquelle de nombreux citoyens semblent avoir pris connaissance du projet.

A la clôture du débat, la plateforme comporte :

- 96 avis (dont 12 issus du débat mobile)
- 47 questions (dont 4 issues du débat mobile)
- 25 commentaires (11 commentaires publiés par des internautes, et 14 par la CPDP)

L'annonce du retrait du projet par le Président de la Région Didier Robert, le 13 avril, a ralenti la participation en ligne, mais ne l'a pas arrêtée, puisqu'ont été publiés 43 avis et questions après cette date dont près de 22 messages pour la seule journée du 3 mai.

Ce document vise à restituer l'ensemble des arguments, interrogations et positions exprimées au cours du débat, dans les questions avis et commentaires. Il s'adosse au compte-rendu des usages numériques qui

¹ Seuls 1420 visiteurs se sont rendus sur la plateforme participative contre 9359 sur le site du débat (d'après Google Analytics).

dresse un bilan avant tout quantitatif de l'ensemble des outils numériques du débat (sites, réseaux sociaux, vidéos...).

Thèmes	Avis	Questions	Total ²
Tracé et variantes	26	10	26
Opportunité et légitimité	26	6	32
Impacts fonciers	15	12	27
Mobilités	9	4	13
Agriculture	5	5	10
Débat public	5	3	8
Environnement et paysages	4	3	7
Aménagement et urbanisme	3	1	4
Enjeux économiques	2	1	3
Autres	1	2	3
Coût et financement	0	0	0

Répartition des avis et questions par thème³

Si quelques participants ont défendu l'opportunité du projet de route des géraniums et affiché leurs soutiens à l'une des variantes envisagées par la Région Réunion (Est ou Ouest), de nombreux messages d'opposition au projet ont été publiés tout au long du débat.

Dès le mois d'avril, de nombreux citoyens ont ainsi fait part de leurs réserves, au vue du nombre important d'expropriations attendues. Les messages publiés sont parfois véhéments, y compris à l'égard des décideurs politiques, suspectés de n'agir que dans leurs intérêts et non au service des citoyens.

De nombreux participants rappellent avec émotion que leurs maisons ont été acquises à l'aide de crédits immobiliers qui doivent être remboursés, et sont parfois des héritages familiaux, transmis depuis plusieurs générations.

Afin de fluidifier le trafic, et améliorer les mobilités sur le territoire, plusieurs internautes plaident pour une amélioration des routes et réseaux existants, et pour la mise en œuvre de politiques de transport ambitieuses : tram-train, développement du vélo, aménagement des horaires pour les scolaires et les professionnels, télétravail... sont autant de pistes évoquées.

Pour certains, le projet est vu comme uniquement destiné aux touristes, et non aux populations locales. Pour autant, la perspective de la route des géraniums est largement considérée comme néfaste pour les paysages de l'île, et son environnement (biodiversité, cours d'eau, parcs naturels), et donc pour le développement du tourisme.

Autre argument largement évoqué par les participants au débat en ligne pour s'opposer au projet : la nécessité de ne pas impacter les terres agricoles, indispensables à l'autonomie alimentaire de l'île.

² Tableau des thèmes les plus débattus sur la plateforme participative

³ A noter : chaque avis et question ne pouvait appartenir qu'à une seule catégorie.

Si le coût et le financement du projet ont été des questions moins abordées, il n'en reste que des internautes craignent que les budgets dédiés ne soient largement dépassés, le projet du littoral étant cité par exemple.

Plusieurs messages relatifs à l'organisation du débat ont été publiés : certains participants ont regretté un manque d'information et de communication autour du projet. Quelques internautes ont aussi fait part de leurs doutes quant à l'impact du débat sur la décision.

Des critiques relatives au manque d'information autour du débat et du projet

Après la publication de quelques avis sur le site du débat, dont certains en faveur du projet (voir sections suivantes), les messages sur le site se sont faits de plus en plus nombreux à partir du mois d'avril. De nombreuses oppositions ont alors été exprimées (voir sections suivantes).

Elles vont de pair avec quelques critiques relatives à l'information et la communication autour du débat et du projet (Q7, Q5 et commentaires, A19, A12, A18, A19 et commentaires, A34, A37, A84, A85, A89, A91, Q17, Q22, Q33).

DES PARTICIPANTS SOULIGNENT LE MANQUE D'INFORMATION AUTOUR DU DEBAT...

Des internautes précisent ainsi qu'ils n'ont été informés du projet que tardivement et fortuitement.

Une participante souligne, non sans ironie, que les habitants ont d'abord cru à un « poisson d'avril » lorsqu'ils ont pris connaissance du projet via les réseaux sociaux (commentaire Q5).

ET S'INTERROGENT QUANT A SA PERTINENCE...

Pour certains, ce manque d'information témoignerait d'une volonté de « cacher » délibérément certains éléments aux habitants, et entretient ainsi une suspicion à l'égard du débat et de la commission :

- « Ce manque d'information montre bien que le projet va se faire en catimini » (Q7)
- « Ce manque d'information montre bien que cette route va se faire dans le dos de la population. Par exemple, personne dans mon quartier n'était informé de ce/ces projet (s) » (Q5)
- « Je comprends fort bien que comme vous, les personnels de la CPDP, avaient été recrutés à la dernière minute (propos que vous avez tenus) et quand plus il fallait attendre les directives de Paris, vous n'avez pas pu vous organiser autrement qu'en "cachette". » (Commentaire A5)
- « On a l'impression que tout est fait en "missouk" » (A19)
- « Pourquoi n'avez-vous pas informé par courrier chaque citoyen menacé d'expropriation ? » (Q33)

Ces doutes entraînent quelques internautes à s'interroger sur la pertinence et les objectifs du débat public. Selon eux, la décision de réaliser le projet serait ainsi déjà prise (A54, A9) :

- « Je reste persuadé que ce débat est une mascarade et que les décisions sont déjà prises » (A54)
- « Le débat est un leurre destiné à obtenir un blanc-seing de la population » (A9)

Concernant le manque d'information, la CPDP a rappelé les actions qu'elle a menées en la matière (campagnes d'affichage, articles de presse, distribution de tracts et de prospectus, campagnes radios, articles de presse campagnes Facebook...). Elle a par ailleurs rappelé qu'elle avait publiquement émis des regrets à ce sujet, en précisant qu'elle se laissait la possibilité d'organiser de nouvelles réunions voire de prolonger le débat, si nécessaire.

A la veille de la clôture du débat public, une internaute a néanmoins salué la tenue du débat en soulignant que ce dernier a permis à tous les citoyens de s'exprimer (A73) :

- « Grâce à vous, nous avons pu donner notre avis et nous vous remercions » (A73)

Cette participante ajoute que si le débat avait été prolongé d'un mois, la population du sud de l'île aurait pu être davantage mobilisée.

DES CRITIQUES A L'EGARD DE LA REGION REUNION

Plusieurs participants ont regretté l'absence du maître d'ouvrage aux réunions publiques (A95, A96, A37), notamment après l'annonce du retrait du projet par le Président de Région, M. Didier Robert :

- « *Le débat n'a pas eu lieu (...) la plupart des questions posées sont restées sans réponse du fait de l'absence des représentants de la Région* » (A95)
- « *Ayant participé à la réunion de clôture, je suis triste de constater que tout ceci n'est qu'une vaste fumisterie pour mieux nous rouler dans la farine. Encore une fois ces Messieurs les Décideurs se permettent de disposer de la vie et de l'avenir "des petites gens que nous sommes"* » (A96)
- « *A la prochaine réunion, nous souhaiterions que les élus aient la décence de venir nous écouter. Pas les conseillers, adjoints ou autres, MAIS le président de la Région, les maires de St-Pierre, et du Tampon. Quand on est à l'approche des élections, vous êtes toujours en 1er plan pour avoir nos voix. C'est sur ce débat, que nous, électeurs voulons vous voir aujourd'hui !!!* » (A37)

Quelques soutiens au projet

Au cours du débat, quelques participants, s'exprimant pour certains au cours des débats mobiles, ont fait part de leur soutien au projet. Ils affirment qu'une nouvelle route est nécessaire pour désengorger la ville du Tampon, et expriment leurs préférences concernant les différentes variantes d'aménagements prévues par la Région Réunion (Avis 1, A2 débat mobile, A4 débat mobile, A7, A30, A6, A36, A44, A47 débat mobile, A49 débat mobile, A58, A83, Q1 débat mobile, Q42, A45 débat mobile).

VARIANTES EST

Plusieurs personnes soutiennent les variantes Est (Avis 1, Avis 4 DM, Avis 2 DM, A7, A30, Q1DM), au motif qu'elles auraient un impact moins important sur le cadre de vie et les zones d'habitations ;

- « *Je suis favorable à la variante EST 1, tracé qui me paraît le plus direct, cohérent, plus loin des habitations, drainant moins de pollution et de nuisances pour sa réalisation et aux abords directs de la ville et du centre.* » (A1)
- « *Nous souffrons d'un coma circulatoire depuis bien des années dans notre commune. Il est temps de passer à l'action ! Personnellement je suis pour la contournante Est où là il n'y a pas d'expropriation d'habitants* » (A7)

A l'inverse, des internautes précisent qu'il y aura bel et bien des expropriations sur la variante Est. Selon eux, ces variantes permettent uniquement de répondre aux besoins de l'activité touristique (Commentaire à l'avis 7, A62).

En débat mobile, un participant se déclarant favorable à la variante EST 1 a demandé à la Région Réunion pourquoi les tracés ne passaient pas par les terrains de cannes, dans des zones qui ne menaçaient pas les habitations (Question 1).

La Région Réunion a répondu que les fuseaux présentés au débat, tenaient compte de nombreux critères : milieu naturel, agriculture, urbanisme, patrimoine, tourisme. Elle souligne que les différents tracés passent par des zones agricoles, qui représentent un de forts enjeux de préservation pour le territoire.

Selon le maître d'ouvrage (MO), les tracés passent à l'Est ont moins d'impact sur le bâti, mais les tracés Ouest desserviraient davantage le territoire, et permettraient de restructurer le réseau urbain autour du Tampon.

VARIANTES OUEST

Les variantes Ouest sont perçues par certains comme celles qui desserviraient davantage d'habitants (A6, A46 DM, Q42, A83, A45 débat mobile).

Un participant, précisant habiter au Tampon, soutient la variante « Ouest 1 » (A6). Selon lui, ce tracé, plus près des zones d'habitation aurait le mérite d'être plus efficace pour améliorer les déplacements des habitants. Il précise également que les autres tracés obligent à repartir vers l'est, alors que le tracé Ouest 1 permettrait d'arriver au-dessus de Bourg-Murat, tout en évitant certaines zones d'habitats. Enfin, Il affirme que l'impact de cette variante sur les zones agricoles serait limité (excepté au Piton Hyacinthe), et qu'elle permettrait de « sécuriser » la circulation par une mise en 2x2 voies. Selon cet internaute, le coût de la variante Ouest est certes plus élevé que les autres tracés, mais il s'agit du tracé « *le plus abouti* » (A6).

Selon un autre internaute, la route des géraniums devrait passer à l'ouest de Saint-Pierre et du Tampon, afin de fluidifier le trafic à l'est du Tampon, à proximité de la tour des azalées (Avis 36).

Un citoyen affirme qu'il est nécessaire de desservir les populations de Trois mares, Pont d'Yves, Bras de Pontho et tout le secteur ouest de la commune peuplée de plus de 25 000 habitants. Il affirme que le tracé Est ne desservirait que peu de populations, et rallongerait le temps de parcours des habitants souhaitant se rendre dans l'Ouest de l'île (A44).

Le jour de la clôture, la Société Civile Agricole du Bérive – Groupe Isautier (SCAB) a exprimé sa position, en soutenant le tracé Ouest. Selon la SCAB, les tracés EST impactent lourdement les propriétés agricoles sur plusieurs hectares, les privant de terrains selon eux « *indispensables* » à leur activité, notamment pour la filière d'élevage bovin (A83).

Des oppositions au projet devenues ensuite majoritaires, en raison des craintes liées aux expropriations

Un sujet récurrent a été abordé dans de nombreux messages, dès le mois d'avril : l'opposition aux expropriations prévues en cas de réalisation du projet (A9, A12, A13, A14, A15, A16, A17, A18, A19 et commentaires, A21, A22, A23, A25, A29, A32, A34, A37, A38, A42, A50 DM, A53, A57, A60, A65, A67, A68, A70, A71, A72, A73, A76, A77, A78, A79, A80, A81, A84, A86, A88, A91, A93, A94, Q7, Q11, Q12, Q17, Q21, Q22, Q23, Q26, Q27, Q32, Q33, Q34, Q36, Q47).

La mobilisation des internautes s'est poursuivie, y compris après l'annonce du retrait du projet.

DE FORTES CONTESTATIONS SOUVENT EXPRIMEES AVEC VEHEMENCE ET EMOTION

De nombreux participants rappellent, non sans émotion et colère, que leurs propriétés ont été acquises à l'aide d'emprunts bancaires, qui doivent être remboursés (A21, A23, A68, A15, A17, A18, A19, A21, A23, A33, A37, A57, A60, A81, A82, A86, A87, A91, A95, A96, Q7, A78, Q12, Q13, Q14, Q15, Q17, Q19, Q21, Q32, Q34, Q36, Q40), et qu'il s'agit parfois d'héritages familiaux, transmis de génération en génération, ce qui génère chez eux un fort sentiment d'injustice :

- « *Vous allez exproprier des gens, et nous ne nous laisserons pas faire* » (A9)
- « *Ces personnes ont bâti leur maison et paient leurs crédits immobiliers c'est un projet de vie la construction d'une maison, ils ne peuvent pas tout perdre pour désenclaver la ville du Tampon ou favoriser le tourisme* » (A16)
- « *Toute leur vie, tout ce qu'ils ont construits et investis seront réduits à néant... c'est inconcevable.* » (A68)
- « *Je ne suis pas d'accord avec le projet, il y a des gens qui ont travaillé toute leur vie pour avoir un bout de terrain, une maison et vous les enlevez comme si pour vous il n'y a aucune importance* » (A16)

- « Pensez-vous à tous ces gens, qui sont nés, ont grandi et ont vu naître leurs enfants, petits-enfants, sur leur lopin de terre ? Au traumatisme moral qu'ils subiront ? » (Q20)
- « On travaille tous les jours pour avoir une petite maison où notre famille puisse s'épanouir » (A23)
- « Tout ce qu'ils ont construits, sera réduit à néant » (A68)
- « Laissez-nous vivre et arrêtez vos coups de massues » (A20)
- « Nous avons hérité de terrains agricoles de nos parents qui ont sué pour pouvoir les acquérir et aujourd'hui il faudrait qu'on vende cela pour rien » (A70)
- « C'est notre terrain, on a travaillé dur et pendant que ces années passent on va continuer à payer ces taxes... c'est du n'importe quoi ! » (Q13)
- « Nous nous sommes battus, privés, pour avoir notre terrain et case. Qu'allons-nous devenir, où allons-nous vivre ? » (A60)
- « Je n'ai jamais vu les Tamponnais dans cette colère, les épisodes à venir s'annoncent mal » (A89)

Ils s'inquiètent aussi des conséquences des expropriations pour les personnes âgées et fragiles (A75, Q17, A24, A81, A77, Q17) :

- « Le projet de la route des géraniums coupe le village du Piton Hyacinthe en 2 tel un mur de Berlin. Dans ces quartiers isolés où le contact humain est primordial, où la solidarité et la fraternité existe encore, vous allez laisser des familles orphelines car séparé par un axe majeur des autres membres de leurs familles. » (A78)

Des internautes s'étonnent que des permis de construire leur aient été délivrés récemment pour construire dans les zones concernées par le projet (Q14, Q15, Q17, Q19, Q23, Q33, Q40) :

- « Je constate avec stupeur que ma maison en cours de construction, avec un permis obtenu il y a à peine 8 mois, est sur l'un des tracés. Maison pour laquelle j'ai mis mes économies et contracter un prêt sur 22 ans. » (Q14)
- « Notre maison est à peine terminée qu'on nous apprend qu'elle sera peut-être démolie pour les besoins d'une nouvelle route ? » (Q17)
- « Puis-je faire un procès à la commune de Saint-Pierre pour vice caché concernant la délibération d'un permis de construire en 2015 alors qu'il semblerait que le projet date de 2012 ? » (Q23)

Le fait que la plupart des tracés envisagés passent par l'Ouest du Tampon, zone davantage urbanisée que l'Est a aussi suscité de l'étonnement chez certains internautes (A81, A82)

DES INTERROGATIONS SUR LES COMPENSATIONS ET DEDOMMAGEMENTS PREVUS

Plusieurs interrogations ont été formulées concernant les compensations prévues par le maître d'ouvrage pour indemniser et reloger les personnes qui seraient expropriées (A17, A18, A21, A53, A57, A60, A72, A73, A74, A75, A79, A86, A96, Q7, Q8, Q15, Q21, Q23, Q27, Q32, Q36, Q38 DM, Q47). Pour certains, ces dédommagements ne permettront pas de compenser la perte de leurs terrains (A18, A86) :

- « Pensez-vous que des dédommagements régleront la tristesse, la souffrance des gens si ce projet est validé ? » (A18)
- « Une indemnité d'accord, un relogement d'accord mais nos propres biens seront-ils évalués à leur juste valeur ? » (A57)
- « Dans quelle caisse, l'Etat ira piocher, dans quel budget, pour nous dédommager ? Tout en sachant que cette indemnisation ne peut qu'être injuste ? » (A79)
- « Je me demande donc où vous allez trouver l'argent et les logements pour les expropriés alors qu'il devient de plus en plus difficile de loger tout le monde. » (A72)
- « C'est de l'abus pour toutes les personnes qui vont être relogées dans des cages à lapin » (A21)
- « Construisons des HLM et des logements sociaux pour "parquer" les gens qui ont été expropriés et qui n'auront pas les moyens de se reloger autrement vu l'indemnisation misérable qui leur sera proposée alors qu'ils avaient déjà un logement » (A86)

La Région Réunion a répondu à des interrogations concernant les dédommagements (Q3), en précisant au préalable que les chiffres annoncés étaient calculés sur une bande de 50m de largeur, alors que la route sera moins large (30-35m).

Elle rappelle que le tracé n'est pas déterminé, et que les phases suivantes, en cas de poursuite du projet, permettraient de minimiser les impacts directs sur les expropriations.

Le maître d'ouvrage précise enfin que le coût de ces expropriations sera pris en charge par la Région, et imputé au coût total du projet. Selon la Région, ce coût pourrait ainsi attendre 25% du coût total du projet.

UNE MOBILISATION QUI S'EST POURSUIVIE JUSQU'À LA FIN DU DEBAT

L'annonce du retrait du projet par le Président de la Région le 13 avril a freiné la participation en ligne, mais ne l'a pas arrêtée.

Plusieurs citoyens ont continué à contester le projet (A73, A74, A79, A80, Q40) tout en faisant part de leurs inquiétudes de voir celui-ci se réaliser en cas de changement de municipalité au Tampon (A74) :

- « *Ne sommes-nous pas déjà expropriés, si l'on s'en tient à la manière de procéder du maître d'ouvrage en arrêtant le projet temporairement jusqu'à l'élection d'un autre maire ?* » (Avis 74).
- « *Le maître d'ouvrage a-t-il respecté le cadre règlementaire pour interrompre le débat (...) tout en annonçant (...) que le projet de la route de géranium resurgira lors des prochaines élections municipales avec un nouveau maire sur la ville du Tampon ?* » (Q45)

Les habitants du Piton Hyacinthe ont également publié plusieurs messages le jour de clôture du débat (03/05) pour rappeler leur opposition, en insistant sur l'impact des expropriations pour les habitants, et notamment les personnes les plus fragiles, vivant dans les villages ruraux des hauts du Tampon. Ils craignent aussi une « *désertification* » des villages des hauts du Tampon, et un impact environnemental trop important (A75, A77, A78, voir aussi le paragraphe dédié à ce sujet).

Le collectif de citoyens pour la préservation du patrimoine a aussi publié deux avis dans lesquels il s'interroge sur les compensations et dédommagements prévus, et demande à l'Etat d'interdire le projet de route des géraniums, au nom du principe de précaution (A79, A80).

LES OPPOSITIONS DONNENT PARFOIS LIEU A DES CRITIQUES A L'EGARD DES DIRIGEANTS POLITIQUES ET ELUS

Selon certains internautes, les choix qui ont dictés le projet de route des géraniums seraient entièrement guidés par des volontés politiques, et non par l'intérêt général (A19, A23, A37, A63, A69, A94, A96, Q21, Q32, Q33, Q40) :

- « *Je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas un des projets passant par la rue de l'ermitage au tampon où réside M. le Maire ou encore par la rue des bambous à Saint-Pierre où M. le Président de Région a une maison.* » (A19)
- « *Comment faire confiance à nos élus après cela ?* » (Q32)
- « *Seuls nous, le peuple, sommes touchés par des jeux de politicards, qui ne pensent qu'à leur portefeuille et le pouvoir* » (A19)
- « *Chers politiques de la Région, est-ce que cette route vous concerne personnellement et met-elle en péril votre vie de famille à vous aussi ?* » (A23)
- « *De toute façon, quoi que vous décidiez, nous subirons... que pouvons-nous face au gouvernement ?* » (Q21)
- « *Avez-vous une idée... (vous : ELUS) de ce qu'est notre quotidien pour essayer d'améliorer notre train de vie, celui de nos enfants ? D'attendre avec impatience à chaque fin de mois que la paie soit virée ? De compter au centime près quand nous faisons nos courses ?* » (A37)
- « *N'oubliez pas que c'est NOUS la population que vous êtes censés servir !* » (A64)

- « On est, de plus, en droit de se demander si les personnes qui proposent ces trajets (ou un membre de leur famille) sont concernées par les expropriations. De toute façon, eux ne savent ce que veut dire suer pour devenir propriétaire comme le commun des mortels » (A69)
- « Ne comptez pas sur mes votes pour les prochaines élections » (Q40)

QUELQUES DEMANDES DE DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES POUR ALIMENTER LE DEBAT PUBLIC

Certains internautes ont affirmé que les cartes et données mises à disposition par le maître d'ouvrage n'étaient pas actualisées, car datant de 2013 (A87, Q15). Selon eux, de nombreuses constructions réalisées depuis cette date dans les Hauts du Tampon ne figurent pas sur les cartes :

- « Sur votre projet Ouest partie basse, la commune de Saint-Pierre a délivré beaucoup de permis de construire sur cette zone depuis 2014, et nulle part on voit les constructions sur vos cartes » (Q15)

Améliorer les routes existantes : une priorité pour les participants au débat en ligne

DES PARTICIPANTS QUI DOUTENT DES EFFETS DU PROJET SUR LA CONGESTION ROUTIERE

Pour certains, la création d'une nouvelle route ne suffirait pas à répondre aux problèmes d'embouteillages que connaît le territoire (A5, A10, A67, A66, commentaire A7, A11, A13, A18, A25, A31, A42, A61 et commentaire, A64, A67, A88, Q2, Q12, Q13, Q21, Q33).

Selon eux, les différents tracés passent par des zones, telles que les Hauts de la Plaine des Cafres, qui ne sont pas réellement concernées par les bouchons (A66, A25). Le projet leur semble ainsi disproportionné (A61 et commentaire, A63, Q25) :

- « L'intérêt est minime, car la RN3 est une route où le trafic n'est pas si dense. A l'entrée du Tampon oui, aux heures de pointe, mais quand on arrive au niveau du 11ème km, tout se passe au mieux. » (Avis 10)
- « Nous pensons que cette route ne règlera pas les problèmes que nous subissons à l'entrée de la ville du Tampon » (A67)
- « La route a pour but de désengorger le Tampon ? Très bien, mais dans ce cas pourquoi toucher les hauts de la Plaine des Cafres ? » (A66)
- « Plus de 20 km d'autoroutes pour un embouteillage de 30-40 mn journalier avec autant de dégât et plus d'un demi-milliard d'euros d'argent public, c'est exagéré ! Il leur faut trouver une autre solution. » (Commentaire A61)
- « Il n'y a pas d'embouteillages à la Plaine des Cafres ! » (A88, Q5)

Ces internautes rappellent, que seuls quelques tronçons bien spécifiques sont concernés par les embouteillages (A63, A25, Q25) : la route entre le rond-point des Azalées et celui des Chandelles (A63, A25, Q25, commentaire à l'avis 58), la route entre Saint-Pierre et Saint-Joseph (Q25), la route entre le 400 et le 17^e km (A5) :

- « La contournante ne règle pas vraiment le problème des embouteillages du Tampon, car elle relie Saint Pierre à la Plaine des Cafres. Mais c'est plus de 90% des usagers quotidiens qui habitent entre les 400 et le 17ème km. » (A5)
- « Le Tampon centre-ville se trouve engorgé vers la tour des azalées et un peu plus et au rond-point chandelles. Il y a tout juste à refaire un détournement à ces niveaux mais pas à la plaine des cafres » (A25)

Un internaute, souligne ainsi, non sans ironie, que « 600 m les séparent (NDRL : la Tour des Azalées et le rond-point Chandelle) et la Région veut utiliser plus d'un demi-milliard d'euros d'argent public pour créer une autoroute de 24 km sur des centaines d'habitations et de nombreuses terres agricoles qui seront définitivement perdues. » (Commentaire avis 58).

AMELIORER LES ROUTES EXISTANTES : UNE SOLUTION JUGEE PLUS PERTINENTE

Afin de lutter contre la congestion et de fluidifier le trafic, de nombreux internautes affirment qu'il serait préférable d'améliorer les routes existantes (Q20, A20, Q22, A29, A34, A35, A39, A43, A50 DM, A54, A64, A66, A8, A70, A10, A12, A14, A18, A25, A29, A33, A34, A43, A53, A54, A35, Q42, A70, A80, A92, Q16).

Parmi les tronçons fréquemment cités : la route de Cilaos (A10, A25, A64, A50 DM, A64) et des Tamarins (A64), le Chemin Hermitage (A70), le Chemin Farjeau (A70), le chemin Stéphane (A70), la Route du Dassy (A70), la route de Bel Air (Q12, Q34), Bassin Martin (Q16), Notre Dame de la Paix (Q16).

Ces internautes font ainsi part de leurs suggestions :

- « Portez plutôt votre attention sur la route de Cilaos par exemple, sur l'amélioration de nos routes, de nos chemins qui sont dans des états pitoyables. » (A10)
- « Prenons exemple de différentes routes du Tampon reliant le 17ème à Trois mares jusqu'à Saint - Pierre. Les trous et les autres nids de poules ainsi que les dos d'ânes qui ressemblent plus à des dos d'éléphant décourageant tout véhicules voulant emprunter ces routes et éviter le flot de circulation quotidien. Les solutions sont là mais encore faut-il vouloir mettre en application » (A12)
- « Il faut se préoccuper de l'existant avant tout (Cilaos, Ouaki) et tous les chemins non entretenus » (A50 issu des débats mobiles)
- « Nous ne sommes pas concernés par les bouchons, mais par l'état de nos routes qui laisse fortement à désirer (...) et qui empire après chaque période de pluie » (A66)

DES SUGGESTIONS D'AMENAGEMENTS ROUTIERS PROPOSEES PAR LES INTERNAUTES

Quelques internautes font part de leurs propositions d'aménagements, pour améliorer les tronçons existants (A5, A40, A65, A29, Q12, Q37, Q26, A65, Q35, Q36) :

- « Il faut faire une rocade pour désengorger le centre-ville du Tampon » (A5)
- « Renforcer la route des plaines avec des élargissements, et en contournant certaines portions de routes » (A5)
- « Améliorer la Ligne des 400 en faisant des ponts et des ronds-points aux intersections qui sont le plus engorgés » (Q34)
- « Pourquoi ne pas investir dans des ponts, pour éviter les crues sur les routes quand il pleut » (A29, Q12)
- « La route devrait commencer depuis Pierrefonds, longer Bois d'Olives, cela permettrait de dégager une bonne partie du trafic qui passe pour l'instant à l'Est de Saint-Pierre car ils n'ont pas vraiment le choix » (A40)
- « La commune du Tampon propose une déviation 2 fois dans l'année pour les Florilèges et Miel Vert. Alors pourquoi ne pas améliorer et flécher ce parcours toute l'année ? » (Q37)
- « Améliorer l'échangeur de Bassin Plat » (Q26)
- « Améliorer le tracé passant par la ligne des 400 en rejoignant directement la nationale » (A65)
- « Faire un contournement par Bois-Court, ou Notre-Dame-de-la-Paix » (Q35)
- « Pourquoi ne pas passer par la pointe Grand Tampon, sur une route déjà existante ? » (Q6)

A la question 6 portant sur l'élargissement de la RD36, la Région Réunion répond que cette option ne permettrait pas le report de trafic escompté, et tous les bénéfices qu'elle espère tirer de ce report (résorber la congestion routière, structurer les bassins de vie en permettant un développement économique, améliorer la qualité de vie des habitants). Elle rappelle avoir pris en compte de nombreux critères pour élaborer son projet (démographie, topologie, contraintes liées au milieu naturel...).

Selon la Région, les problèmes de trafic démarrent sur la RN3 dès la sortie de Saint-Pierre, et la liaison entre la RN3 et la RD36 arrive trop « en amont », pour reporter le trafic des 50 000 véhicules / jour.

Renforcer les transports en commun et améliorer les mobilités globales sur l'île

DES INTERNAUTES PARTISANS D'UN DEVELOPPEMENT ACCRU DES TRANSPORTS EN COMMUN

De nombreux participants plaident pour une politique plus active de développement des transports en commun (tramway, bus, covoiturage, vélo...), afin d'améliorer la mobilité globale sur l'île (A3 DM, A8, A11, A13, A19, A28, A31, A33, A35, A38, A64, A71, A90, Q9, Q17, Q23, Q41, Q38 DM, Q44). Les transports en commun et mobilités douces sont ainsi perçus comme des alternatives au projet, dont l'impact est jugé trop important sur l'environnement (voir le paragraphe dédié à l'environnement) :

- « *Encore une fois le développement des voies de communication fait la part belle au tout voiture. Comment peut-on imaginer qu'avec l'augmentation de la population dans notre île qu'on va s'en sortir avec cette politique "à sens unique" ?* » (A8)
- « *Arrêtez de faire des routes il est temps d'investir dans un vrai circuit de transport en commun où tout le monde serait gagnant même les touristes* » (A13)
- « *Soyons intelligents, voyons loin, et pensons à notre environnement ainsi qu'aux générations futures.* » (A35)
- « *Pourquoi du tout véhicule ?* » (Q38 recueillie lors des débats mobiles)

Ces participants rappellent que la création d'une nouvelle route risque d'entraîner une hausse du trafic automobile, et plaident ainsi pour la recherche d'autres solutions (Q2DM).

Parmi les pistes évoquées par les internautes, pour améliorer le trafic sur le territoire concerné par le projet :

- La mise en place d'un tram-train (A3, A43, A52 DM)
- L'instauration de voies réservées aux bus (A35)
- La construction d'un téléphérique pour traverser le Tampon (A11)
- Le développement d'un service de tramway (A29)
- Un service de navette qui permettrait de desservir un plus grand nombre de travailleurs sur un même lieu de travail (A18)
- Construire des parkings à l'entrée des villes, pour y laisser les voitures et se déplacer en transports en commun (A43)
- Renforcer le covoiturage (Q9)
- Développer le télétravail (Q35)
- Améliorer les liaisons en bus entre Le Tampon/Saint-Pierre/Saint-Louis (Q17)
- Renforcer le transport scolaire (A17)
- Aménager les horaires des scolaires, pour faire terminer les élèves à 16h (A82)
- Des plages horaires aménagées pour plus de flexibilité dans les déplacements professionnels (A18)
- Le développement de lignes de train régionales à l'égard de ce qui a été fait sur le territoire corse (A27), entre Saint-Benoît et Saint-Pierre par exemple (Q44)
- Rendre le centre-ville de Saint-Pierre piétonnier (A35)

Quelques internautes plaident aussi pour un développement des véhicules électriques (A3, A27), pour limiter la politique du « tout voiture ».

Une participante cite les travaux de Gaëlle Lesteven concernant le trafic routier. Selon elle, il s'agit de trouver des solutions durables pour réduire et limiter la congestion automobile : « *Diminuer la demande automobile en encourageant un report modal des automobilistes vers les transports en commun ne permet pas de fluidifier le trafic, car tout automobiliste qui quittera sa voiture pour les transports en commun sera remplacé à terme par un autre automobiliste. Il reste les stratégies de contrainte de la demande automobile. Ces stratégies font preuve de résultats plutôt encourageants...toutes révèlent des capacités d'adaptation des automobilistes, que les modèles de trafic n'appréhendent pas toujours.* » (A27).

Concernant les transports en commun, la Région Réunion répond aux questions (Q2DM, Q9) en rappelant qu'elle ne finance pas uniquement des projets routiers, mais aussi des projets de transports collectifs, soit

pour son compte, soit en tant que maître d'ouvrage (Réseau Régional de Transport Guidé, aménagements sur les routes nationales), mais aussi en participant financièrement aux projets des AOT⁴ (ex : la CIVIS entre Saint-Pierre, et Saint-Louis et Saint-Pierre). La Région précise participer aussi au développement de l'usage du vélo (programme de vélo voie régionale et plan régional vélo).

Le maître d'ouvrage affirme que pour les transports en commun fonctionnent, il faut aussi des voiries de qualité pour assurer la fiabilité des services. Avec la route des géraniums, les transports locaux seraient facilités par le report du trafic de transit de la RN3 actuelle vers la nouvelle route, sans pour autant qu'une nouvelle voie soit mise en œuvre.

Sur l'opportunité du projet, le maître d'ouvrage affirme que les études de trafic montrent que la réalisation du projet permettrait une diminution des congestions sur la RN3 actuelle. La Région constate une augmentation importante du trafic sur l'ensemble de l'île, correspondant au rattrapage du taux d'équipement en voiture par rapport à la métropole.

Enfin, la Région rappelle que le projet de route des géraniums fait partie d'un ensemble de mesures destinées à améliorer la mobilité, et que deux documents de planification ont été mis en place par la Région :

- le Schéma d'Aménagement Régional (SAR)
- le Schéma Régional des Infrastructures de Transport (SRIT)

LA VOLONTE D'ABORDER LA QUESTION DE LA MOBILITE A UN NIVEAU PLUS GLOBAL

Plusieurs participants plaident pour une réflexion globale, à laquelle les citoyens pourraient être associés, sur la question des mobilités à la Réunion (A8, A13, A62, Q22, Q9). Selon une participante, ces sujets doivent fédérer tous les acteurs du territoire, notamment la CASUD et la commune du Tampon (A62). Des internautes demandent aussi à ce que soient réalisés des comptages afin d'élaborer des études de trafic avant toute réalisation de projet (A62, Q22). En fin de débat, un internaute a également plaidé pour la réalisation d'une étude d'impact « *sociétal et financier à long terme* ». (A95)

- « *Le projet devrait s'inscrire dans un plan global de développement des différents modes de transport collectif pour les 10 ans qui viennent* » (A8)
- « *A quand une concertation avec tous les acteurs de l'île pour mettre des bus ou autres ça fera au moins du boulot plus pérenne que des routes ?* » (A13)
- « *Pourquoi ne pas faire un appel à idées pour des modes de déplacements alternatifs (location de véhicules à l'heure, bornes automobiles, covoiturages...)?* » (Q9)

Quel coût et financement pour le projet ?

La question du coût et du financement du projet a été rarement abordée au cours du débat. Quelques participants soulignent néanmoins que le budget dédié au projet est trop important (A34, A42, A93), et affirment que la route des géraniums n'est pas une priorité pour le territoire :

- « *On nous pose la question d'une nouvelle route qui va encore coûter un bras aux réunionnais alors qu'il y a tellement d'enjeux tellement plus épineux sur lesquels se pencher* » (A34)
- « *Encore de l'argent public gaspillé et des gens qui seront volés* » (A42)

D'autres craignent que les coûts annoncés ne soient largement dépassés à l'instar de ce qui a été constaté sur le projet de route du littoral (A19, A31, A72) :

- « *On a vu ce qu'ont donné les prévisions comptables de la Région Réunion de M. Robert avec la NRL qui dépassent de façon exponentielle le budget prévisionnel. Nous savons donc à quoi nous attendre !* » (A19)

⁴ Autorité Organisatrice de Transports

- « On n'a déjà pas le budget pour finir la NRL et on se lance dans un autre projet ... qui n'est pas le bon ! » (A31)

Une participante s'interroge aussi à propos de l'argent nécessaire à l'entretien de la route des géraniums (A72) :

- « Avec les événements climatiques qui s'annoncent de plus en plus intenses et fréquents, la suppression de la taxe d'habitation qui viendra restreindre le budget des collectivités, les routes qui doivent déjà être remises en état à chaque passage de cyclone, où allez-vous trouver l'argent nécessaire pour les réparations, les entretiens ? » (A72)

Des perceptions opposées de l'intérêt du projet et de son impact sur le tourisme

Améliorer l'accès à certains lieux touristiques, tel est l'un des objectifs de la route des géraniums, annoncé par la Région Réunion.

Cette finalité est contestée par certains participants au débat, qui soulignent que la priorité doit être donnée à l'amélioration des déplacements quotidiens des habitants (Commentaire A7, A13, A15, A32).

Pour d'autres internautes, le projet risque de « défigurer » les paysages de la Réunion, et d'avoir par conséquent un impact négatif sur l'activité touristique (A10, A20, A29, A32, A38, Q31, A38, A66, A77, A86, A88, A90, Q26)

POUR CERTAINS, LE PROJET EST UNIQUEMENT DESTINE AUX TOURISTES, AU DETRIMENT DES BESOINS DES POPULATIONS LOCALES

Certains internautes affirment que la route des géraniums est un projet uniquement dédié aux touristes, et regrettent que la priorité ne soit pas donnée à l'amélioration des transports en commun (commentaire à l'avis 7, A13, A15, A32, A91, Q5) :

- « La variante Est permet juste le passage plus aisé des croisiéristes qui ne resteront qu'une Journée sur l'île. Le tourisme, rien que du tourisme ! Adieu nos beaux paysages ! » (Commentaire à l'avis n°7)
- « Les habitants ne peuvent pas tout perdre pour désenclaver la ville du Tampon ou favoriser le tourisme » (A15)
- « Favoriser le tourisme oui mais pas au détriment des Réunionnais, de ces familles qui ont travaillé dur pour en arriver ! » (A32)

UNE ROUTE QUI « DEFIGURERAIT » LES PAYSAGES DE L'ILE

Selon certains internautes, la route des géraniums entraînerait une destruction des paysages actuels (A10, A20, A29, A32, A38, A66, A64, A77, A86, A88, A90, Q26, Q31), qui aurait des retombées néfastes sur le tourisme. Ils soulignent que la Réunion est réputée pour la beauté de ses paysages, qui attirent chaque année de nombreux touristes :

- « Les touristes ne vont pas à la Réunion pour faire de l'autoroute (...) Ils adorent l'actuelle Plaine des Cafres et les à-côtés du Tampon que l'on s'appête à dévaster » (Avis 11)
- « Pour attirer les touristes, il faudra trouver d'autres slogans, l'île ne sera plus si intense » (A64)
- « Je suis entièrement contre cette route des Géraniums, la route des plaines est magnifique, très touristique, là, on veut détruire le paysage » (A20)
- « Laissez la Réunion avec ses beaux paysages » (A29)
- « Les paysages que nous avons lorsqu'on sillonne ces routes sont magnifiques et une 4 voies nous priverait de tout cela. » (A32)
- « Ces petits villages des Hauts sont nos cartes postales touristiques et une campagne traversée par une 4 voies n'a jamais fait rêver aucun touriste au monde. » (A77)
- « La Réunion perdra son charme et sa beauté » (A90)

A ce sujet, une internaute précise, en citant le bilan de la fréquentation touristique de l'île, que 11% de touristes supplémentaires ont été accueillis sur l'île en 2017, preuve selon elle que les touristes « *n'attendent pas la route des géraniums* » pour visiter l'île (Avis 26).

Enfin, une participante affirme que la route des géraniums aurait l'effet inverse de celui escompté, puisque la route se terminerait vers le col de Bellevue, ce qui créerait selon elle un goulot d'étranglement qui va causer des embouteillages importants (A86).

Des craintes récurrentes quant à l'impact du projet sur les terres agricoles et les milieux naturels

DES PARTICIPANTS OPPOSES A LA DESTRUCTION DE TERRES AGRICOLES...

Plusieurs participants au débat en ligne soulignent que le projet aurait des incidences importantes sur les terres agricoles (A5, commentaire A7, A16, A22, A39, A40, A48, A63, A64, A75, A77, A80, Q6, Q10, Q12, Q16, Q18, Q24, Q28, Q30, Q34, Q35, Q40, Q43). Ils soulignent que ces terres arables sont relativement rares à la Réunion (A12, A41), et qu'elles sont par conséquent indispensables pour l'indépendance alimentaire de l'île, et la qualité de l'alimentation fournie aux citoyens :

- « *C'est un projet qui détruit l'un des plus grands greniers alimentaires de l'île* » (A5)
- « *La surface des terres agricoles à la Réunion représente seulement 21% de la superficie de l'île* » (A41)
- « *Le béton ne remplacera pas la terre nourricière* » (A39)
- « *Le grenier des hauts de la Plaine des Caffres se trouve menacé par un tracé ubuesque qui mettra en péril beaucoup de foyers* » (A12)
- « *Êtes-vous prêts à manger des légumes importés venant de pays qui utilisent des pesticides interdits en France depuis plusieurs années ?* » (Q18)
- « *Comment allons-nous nourrir la Réunion ? La Région aurait-elle un intérêt à chercher à augmenter les importations ?* » (Q30)
- « *Comment seront rendus les terres aux agriculteurs ?* » (Q16)
- « *Les gens qui vivent de l'agriculture, demain avec ce projet, seront sans emploi.* » (A16)
- « *En tant qu'agriculteurs, nous perdrons nos terrains ainsi que notre gagne-pain* » (A22)
- « *Les agriculteurs sont à eux seuls le vivier du Sud de l'île. Exproprier ces gens revient non seulement à les priver d'emploi et donc à plonger dans la détresse leurs familles mais revient également à priver notre marché local de ces légumes locaux* » (A75)

Une participante, citant un rapport d'activité de l'IEDOM, précise que pour l'année 2016, deux filières agricoles ont connu des hausses d'activités : la production de fruits et légumes, ainsi que l'élevage de bovins et porcins. Selon elle, ce seraient précisément ces deux secteurs d'activités qui seraient le plus impactés par le projet de route des géraniums (A41)

... ET A LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour de nombreux participants, le projet aurait aussi des effets néfastes sur l'environnement, la biodiversité et les milieux naturels, notamment car il traverse des parcs naturels (A5, A19, A29, A43, A52 DM, A64, A66, A64, A72, A77, A80, A85, A88, A92, Q23, Q42, Q43) :

- « *Non à ce projet, qui occulte l'écologie, le développement durable, l'autosuffisance alimentaire* » (A5)
- « *Avec ces routes la faune et la flore n'auront plus de passage, pensons à la biodiversité !* » (Commentaire A19)
- « *Notre chère Région Réunion, voulant soi-disant être en autonomie énergétique dans les années futures pour montrer notre faire-valoir en matière écologique, voudrait encore nous faire une 2x2 voies !* » (A38)

- « Les tracés passeront sur des ZNIEFF (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et des espaces naturels d'intérêts autant écologiques qu'esthétiques : la fragmentation et la pollution des habitats affecteront un certain nombre d'espèces, notamment les plus vulnérables. » (A72)
- « À l'heure où l'on observe de nombreux dérèglements climatiques, où l'on estime qu'il ne reste à l'humanité que 100 ans à vivre, il est peut-être temps de penser à un mode de vie plus respectueux de notre environnement, de nous-même et à ce que nous voulons laisser à nos enfants. » (A43)
- « Avez-vous pensé à l'impact écologique de cette route pour les années à venir ? Des espèces protégées comme le pétrel de barau, papanges, tui-tui et autres n'auront plus de lieu pour gîter » (A64)
- « Je suis vraiment peinée, ce jour, de dire à mes enfants que l'on détruit l'environnement au profit de béton, du béton et toujours du béton » (A71)
- « Les villages des hauts de l'île sont des espaces protégés de la pollution où la faune et la flore existent encore en abondance » (A77)
- « Il serait plus judicieux de penser à une alternative pérenne et respectueuse des vies humaines et de l'environnement pour donner aux générations futures une Réunion dont ils n'auront pas honte. » (A92)

Une participante affirme que le projet aurait des conséquences « irréversibles » sur l'environnement, puisqu'il va couper certaines rivières, ce qui modifierait selon elle les cours d'eau et entraînerait de nouvelles inondations (A72).

Un internaute souligne que les tracés Est longent des forêts endémiques du Tampon, telles que celles de Sainte-Thérèse et Notre Dame de la Paix, et affirme ainsi que le contournement du Tampon doit se faire par l'Ouest (Q42).

L'emploi & le logements : deux secteurs dans lequel il est important d'investir, selon les participants

Au-delà du projet de route des géraniums, des participants insistent sur la nécessité de voir se développer d'autres secteurs sur le territoire réunionnais. Sont ainsi évoqués le logement (A34, A55, A72), mais aussi l'activité économique et les emplois (A59) :

- « Développer les infrastructures des bassins d'emplois reste cependant un objectif prioritaire : la Réunion est aujourd'hui une région moderne, qui possède un niveau d'infrastructures étoffé et un tissu économique dynamique et varié » (A59)
- « Il faut utiliser l'argent pour faire des choses urgentes et nécessaires » (A63)

Si la question des emplois que générerait le projet a été relativement peu évoquée au cours du débat, une internaute a néanmoins affirmé que les emplois créés par le projet ne le seraient que pour une courte période, et qu'ils ne seraient pas nécessairement attribués à des citoyens réunionnais (A85).

Quelques questions relatives à l'organisation du débat public

Eric Marvillier, du collectif contre la route des géraniums, a posé deux questions en fin de débat, relatives à l'organisation de ce dernier (Q45, Q46).

Sa première question (Q45) porte sur le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit la décision du maître d'ouvrage d'interrompre son projet, et donc le débat public :

- « Le Maître d'ouvrage du projet de la "Route des Géraniums", a-t-il respecté le cadre réglementaire, la procédure pour interrompre, sans motif valable, un débat public où l'enjeu financier est d'un demi-milliard d'euros et des expropriations massives, tout en annonçant par communiqué de presse que le projet de la route de géranium resurgira lors des prochaines élections municipales avec un nouveau

maire sur la ville du Tampon, en ayant déjà une candidature annoncée d'une élue à l'origine du projet de la route des géraniums ? »

La commission a répondu en rappelant les principaux textes législatifs qui régissent l'organisation du débat public, en soulignant que l'article 121-13 stipule que le maître d'ouvrage dispose d'un délai de trois mois, à compter de la publication du compte rendu du débat pour rendre sa décision.

Selon la commission, le parallélisme des formes demande à ce que la décision d'abandon du projet, annoncée par voie de presse, fasse l'objet d'une délibération du Conseil Régional, puisque le Président du CR a été lu même mandaté par délibération pour saisir la CNDP. Elle souligne ainsi que les textes, comme le formalisme ne sont pas respectés.

La commission précise que le débat public s'est poursuivi après le 13 avril, dans une forme adaptée, mais que l'absence de la Région à la réunion du 14 avril, et l'absence de réponses aux questions du public, soulèvent la question de la portée du débat public, puisque le maître d'ouvrage s'est retiré. La commission conclut : *« La réponse ne va pas de soi et dépendra notamment de la suite qui sera donnée par le Conseil Régional au débat : décision, ou absence de décision, dans les formes »*.

Sa deuxième question porte sur le budget consacré au débat public (Q46). Il parle de *« gaspillage d'argent public »* aux vues de la tournure prise par le débat.

A cette question, la commission a rappelé que le budget prévisionnel du débat s'élevait à 600 000€, mais que du fait des efforts d'économie de la CPDP, le montant dépensé devait être inférieur, et serait précisé dans le compte rendu final du débat.

Pour la commission, le débat public, bien que ne se terminant pas dans des conditions *« normales »* aura permis à un large public de s'informer sur le projet.